A close-up portrait of a woman with dark skin and hair pulled back, wearing a blue denim top and a gold necklace. She is looking slightly to the right of the camera with a neutral expression. The background is dark and out of focus.

On peut parler du travail mené par WSM de différentes façons. On peut l'évoquer en prenant des lunettes thématiques, par le biais des programmes, ou encore celui des activités menées. On peut parler d'objectifs, de résultats, de budget, de comptes... Ou encore, des nombreuses organisations partenaires extraordinaires avec lesquelles WSM collabore.

Mais quel que soit l'angle choisi, à la fin, il s'agira toujours de parler de toutes celles et tous ceux qui se rassemblent et s'organisent pour changer une réalité qui ne leur convient pas. C'est le monde des mouvements sociaux, et le terrain de travail de WSM. Ce n'est pas pour rien que WSM est l'acronyme d'une *baseline* révélatrice : « We Social Movements ».

#### **NOUS. MOUVEMENTS SOCIAUX.**

Ce rapport annuel ne ressemble pas aux précédents. L'année 2021 a marqué le terme d'un programme pluriannuel démarré en 2017. Nous avons cartographié les réalisations des cinq dernières années sur quatre continents au moyen d'une étude d'impact.

Ce sont les résultats de cette étude que nous vous présentons dans notre rapport. Pour vous montrer comment petit pas après petit pas, on engrange des résultats... qui changent la donne !



We Social Movements

TEXTE / Mia Vandenberghe, Antoinette Maia, Katrien Liebaut, Dominique Dooms

PHOTOS / Fran Afonso, WSM, Fabrice Debatty, Audrey Claeys, Kristof Vadino, Rony Zakaria, Shutterstock

# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2021



# WSM EN 2021 EN CHIFFRES

## LES RECETTES

### Fonds publics : 8.147.002 euros

Pour tous nos subsides, un programme pluriannuel minutieusement élaboré a été approuvé au préalable par les autorités fédérales et autres. Ce programme décrit clairement l'ensemble de nos activités et les résultats à atteindre. Chaque euro dépensé est justifié, sur base annuelle, à nos autorités subsidiaires. 2021 était la dernière année de notre programme quinquennal fédéral. Nous avons entamé 2022 avec un nouveau programme pluriannuel qui s'étendra jusqu'en 2026.

### Nos ressources gouvernementales en détail

// Subsides publics fédéraux : 7.403.985 euros

// Subsides européens : 266.581 euros

// Subsides des autorités régionales et locales (communes, villes, provinces, régions et subsides à l'emploi) : 476.436 euros

### Autres recettes : 2.958.885 euros

Pour pouvoir prétendre à des fonds publics, WSM doit garantir un pourcentage de fonds propres. En outre, un certain nombre de nos projets sont mis

en œuvre en utilisant uniquement nos fonds propres. Il est important à nos yeux de diversifier autant que possible nos sources de financement. De cette façon, nous restons en bonne santé et indépendants. En 2021, nous sommes parvenus à générer près de 27 % de fonds propres.

### Nos fonds propres en détail

#### Recettes de dons et ventes : 262.265 euros

Quelque 1.869 particuliers et 84 organisations ont fait ensemble des dons pour un montant total de 262.265 euros. Merci d'avoir pu compter sur vous durant cette difficile période marquée par le Covid-19.

#### Accords pluriannuels : 2.628.442 euros

Nous pouvons aussi compter sur des moyens provenant d'accords pluriannuels conclus avec 37 partenaires dans et hors Mouvement ouvrier chrétien (MOC).

WSM a reçu des fonds liés à ces accords avec :

// CSC, MC, Femma, kwb, KAJ, beweging.net, MOC, BRS et la banque vdk et autres : 1.363.807 euros

// Centrales syndicales et fonds sectoriels, mutuelles régionales, organisations

constitutives régionales : 1.044.356 euros

// 11.11.11, la coupole flamande d'organisations Nord-Sud : 200.191 euros

// CNCD-11.11.11, la coupole francophone d'organisations Nord-Sud : 20.088 euros



Vous trouverez un aperçu de tous nos partenaires structurels en cliquant sur <https://www.wsm.be/notre-reseau/partenaires-financiers/>

**MERCI!**

## LES DÉPENSES

### Coopérations dans nos pays partenaires : 8.123.746 euros

Ce montant, qui représente 74 % de l'ensemble, nous permet de poursuivre notre lutte en faveur du travail décent et d'une protection sociale pour toutes et tous, aux côtés de 85 organisations sociales dans 22 pays. Une partie de ces moyens est consacrée à la collaboration thématique de nos partenaires entre eux, dans le cadre du réseau international pour le droit à la protection sociale, INSPIR.

## Soutien à la vision de WSM :

### 1.806.713 euros

Le travail décent et la protection sociale sont les clés pour mettre fin à la pauvreté de manière durable. Telle est notre vision et nous souhaitons convaincre le plus de gens possible, tant en Belgique qu'auprès d'un certain nombre d'instances internationales. Nous le faisons par le biais de la sensibilisation, de la formation et du plaidoyer politique.

### Garantie de qualité et transparence de notre fonctionnement : 863.071 euros

En 2021, nous avons consacré 8 % de nos ressources à l'administration générale de notre organisation. Cela comprend notamment le service financier, la gestion du personnel, un appui qualité permanent et la coordination générale, qui garantissent la qualité de notre travail.

### Garantie des moyens : 168.799 euros

Nous avons consacré 2 % de nos ressources à la récolte de fonds auprès de nos donateurs structurels et privés. Ce montant nous a permis de mener de nouvelles actions et de garantir un rapportage de qualité vis-à-vis de l'ensemble de nos donateur-trices.

## LES RÉSULTATS ANNUELS

### Les recettes

Avec un total de 11,1 millions d'euros, nous avons enregistré en 2021 le chiffre d'affaires le plus élevé depuis la création

de WSM. Nous devons ce chiffre à un certain nombre de choses. Avant tout, au solde de subsides non encore dépensés durant l'année de Covid-19, à savoir 2020. En raison de la pandémie, plusieurs activités n'ont en effet pas pu être totalement réalisées ou avec du retard. À cela s'ajoutent encore deux programmes de l'UE lancés en 2020 au Sénégal et au Népal, ainsi qu'un programme spécial Covid-19 de Brussels International en Inde. Les recettes des accords structurels ont dépassé le budget initialement prévu l'an dernier. La contribution de 11.11.11 a elle aussi été plus importante que prévu. Malheureusement, les dons des particuliers ont eux fortement diminué, fâcheuse conséquence de la pandémie.

### Les dépenses

Malgré la pandémie, nous avons pu, de concert avec les organisations avec lesquelles nous collaborons, réaliser une grande opération de rattrapage en 2021. C'est avec fierté que nous pouvons annoncer un taux d'exécution de 99,9 % du programme 2017-2021 de la DGD, soit une réalisation quasiment intégrale. La complexité croissante dans notre secteur, associée à plusieurs processus et contraintes administratifs et organisationnels supplémentaires, a nécessité un renforcement de l'administration générale, ce qui justifie ici les investissements plus conséquents. Un certain nombre d'activités n'ont pas pu être mises en œuvre. Il y a ainsi eu nettement moins de déplacements professionnels et certains postes vacants n'ont pu être pourvus qu'avec du retard.

### Les résultats annuels

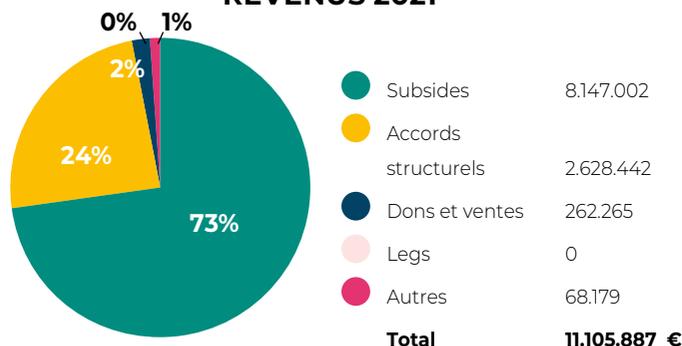
Nous avons terminé l'exercice 2021 sur un résultat positif de 144.000 euros, qui consolide le résultat positif reporté dans le bilan. Cela nous permettra en 2022 également de mettre en œuvre les programmes prévus. Nous serons dès lors en mesure d'anticiper toute diminution éventuelle des recettes liées aux subsides et l'effet de l'inflation galopante. L'équipe de WSM se tient prête. En ces temps où les effets de la pandémie de coronavirus se font encore sentir, les mouvements sociaux doivent continuer à unir leurs forces. Ensemble, nous mettons en place des actions pour les personnes qui en ont le plus besoin : les femmes et hommes de l'économie informelle, les jeunes ayant un emploi précaire, les personnes âgées, etc. **Ensemble, changeons la donne !**



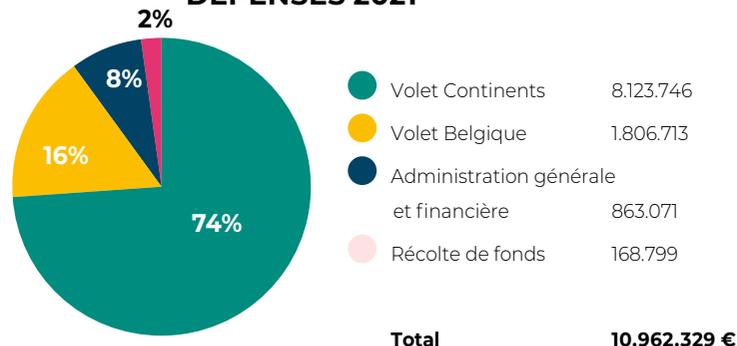
### WSM est membre de l'AERF, l'Association pour une Éthique dans les Récoltes de Fonds.

L'Association pour une Éthique dans les Récoltes de Fonds offre des garanties de qualité morale dans les récoltes de fonds ainsi que la transparence des comptes de ses membres. Elle vérifie si une organisation récolte ses fonds de manière éthique et responsable. Chaque année, l'AERF effectue un contrôle des chiffres de ses membres. En 2021, nous avons de nouveau obtenu un excellent résultat au contrôle effectué par l'AERF. **Nous gérons votre argent avec beaucoup de précautions et votre don est utilisé à bon escient; c'est ce que nous entendons vous démontrer à travers notre affiliation à l'AERF.**

### REVENUS 2021



### DÉPENSES 2021





**Travail décent et protection sociale pour toutes et tous ! C'est ce sur quoi nous nous sommes concentré-es au cours de ces cinq dernières années, mais pas seul-es ! En partenariat avec un large réseau de mouvements sociaux.**

# BELGIQUE

## TRAVAIL DÉCENT

Le secteur de l'habillement est resté un combat important pour WSM. Nous pouvons compter un certain nombre de succès, tant dans les pays producteurs qu'en Belgique. En 2018, la campagne #vetementsclean, sous la coordination experte de WSM, ainsi que la campagne internationale Clean Clothes, ont permis de renouveler **l'Accord Bangladesh sur la santé et la sécurité des bâtiments**. Cet accord impose des inspections indépendantes des usines aux entreprises qui le signent. Il les oblige ainsi à rendre sûrs les lieux de travail dangereux et à former le personnel à la sécurité au travail. En 2021, la Clean Clothes Campaign, les syndicats, les entreprises et les gouvernements ont conclu **l'Accord international pour la sécurité et la santé dans l'industrie du textile et de l'habillement** : il s'agit d'une continuité de l'Accord Bangladesh, mais désormais dans un souci de sécurité et de santé, et avec une extension à au moins un pays supplémentaire.





**Une chose est devenue très claire à partir du Covid-19 : les sociétés dotées d'un système de protection sociale bien développé, avec des soins de santé accessibles et de haute qualité et des revenus de remplacement, ont mieux résisté à la crise.**

En 2017 et 2018, avec différents mouvements sociaux, comme énoncé ci-dessus, nous avons mené la **campagne #vêtementsclean**, destinée au secteur belge du sportswear. Nous avons organisé de nombreuses actions et avons discuté à plusieurs reprises avec des décideurs politiques belges. Nous avons tiré deux leçons importantes de cette campagne. D'une part, il est apparu clairement que les initiatives volontaires des entreprises ont trop peu d'effet sur la vie des travailleurs. D'autre part, nous constatons également les mêmes injustices dans d'autres secteurs. **Un cadre contraignant pour les entreprises est donc nécessaire.** Et WSM monte d'un cran depuis 2019. Tant en Belgique qu'au niveau de l'UE et des Nations unies, nous faisons pression pour une meilleure législation. Nous appelons cela le devoir de vigilance : une législation qui **oblige les entreprises à prendre en compte les droits humains tout au long de leur chaîne de production.** Une loi sur le devoir de vigilance garantira un changement

efficace et durable, un travail décent et le respect des droits humains ! Les syndicats jouent un rôle crucial dans la création de cette loi. Et à travers les entreprises dans lesquelles ils opèrent, ils peuvent surveiller son application. C'est pourquoi WSM travaille en étroite collaboration avec le service international de la CSC, divers autres services et les centrales de la CSC. Et saviez-vous qu'avec l'ensemble de la société civile belge, nous avons également mis en place une coalition forte ? Parce qu'ensemble, nous sommes plus fort.es, nous pouvons mieux nous mobiliser, communiquer plus largement et déployer un travail politique plus fort.

**PROTECTION SOCIALE**

Dans un contexte mondial très difficile, des résultats impressionnants ont également été obtenus dans le domaine de la protection sociale universelle. WSM a poussé à la création d'un **Fonds mondial pour la protection sociale**, un fonds qui pourrait aider les pays qui ont des difficultés à financer une protection

sociale de base à faire des pas en avant. WSM ainsi que d'autres organisations du MOC ont attiré l'attention à plusieurs reprises **sur les droits des personnes âgées dans le monde entier.** Nous appelons à une Convention des Nations Unies qui protège les droits des personnes âgées.

En 2020 et 2021, avec la MC, la CSC, le MOC, énéo, nous avons relevé le défi de **l'accès mondial aux vaccins et aux traitements contre le Covid-19 (No Profit on Pandemic).** Parce qu'une crise sanitaire mondiale nécessite une solution mondiale. Une chose est devenue très claire à partir du Covid-19 : les sociétés dotées d'un système de protection sociale bien développé, avec des soins de santé accessibles et de haute qualité et des revenus de remplacement, ont mieux résisté à la crise. **Le droit à la protection sociale universelle est un droit fondamental et un droit humain. Cette crise sanitaire montre clairement que sa réalisation doit être et rester une priorité absolue !**



QUELQUES RÉALISATIONS DE 2021

- // Un premier trimestre 2021 marqué et guidé par la 'Fée de la Sécu' à Liège, à Arlon, à Ath, Péruwelz, Mouscron... dans le cadre de la campagne « La sécurité sociale ne tombe pas du ciel. Renforçons-la ! ». Une campagne menée et portée par l'ensemble des organisations constitutives du MOC et qui a connu une dimension internationale grâce aux apports et à l'expertise de WSM et de ses partenaires.
- // 24 avril : action d'interpellation « Rana Plaza : plus jamais ! », avec la plateforme achACT
- // 21 septembre : les 20 km de Bruxelles reportés, une équipe de marcheurs WSM y a participé pour la première fois aux côtés des coureurs.
- // De mai à décembre : diverses actions d'interpellation des parlements européen et belge pour No Profit on Pandemic, et une marche le 30 novembre pour toutes les morts qui auraient pu être évitées.
- // 10 décembre : action *Defend the defenders* à Verviers et Bruxelles.



**Sur le continent africain, la situation n'a pas non plus été facile ces dernières années. À la pandémie de Covid-19 se sont ajoutées la menace constante de terrorisme au Mali et au Burkina Faso, l'instabilité politique au Togo, les mesures gouvernementales contraires à la Constitution en Guinée et en République démocratique du Congo, ... Et, un peu partout, le pouvoir d'achat a diminué. Malgré tout, pas moins de 46 mouvements sociaux peuvent inscrire des changements positifs à leur palmarès. Voici un aperçu de leurs principales réalisations.**

### **TRAVAIL DÉCENT**

Dans les pays miniers que sont le **Togo, la Mauritanie, la République démocratique du Congo, le Burkina Faso, le Sénégal et le Rwanda**, les syndicats se sont réunis en plateformes sectorielles. **Aujourd'hui, la voix des travailleur-euses de l'industrie minière est plus forte et plus unie que jamais.** Ils-elles sont des milliers à travailler dans les mines des sociétés multinationales sans être directement employé-es par ces sociétés. Ils-elles travaillent pour un sous-traitant, ce qui signifie : pas de sécurité sociale, des salaires plus bas, des contrats à court terme et le paiement de sa propre poche des équipements de sécurité. Toutefois, la médiation des syndicats a permis à **quelque 5.256 de ces travailleur-euses** d'être employé-es directement pour leur société minière officielle. La pandémie de Covid-19 a également provoqué des vagues de licenciements dans le secteur minier. Mais grâce à la mobilisation des syndicats, ce sont au total **6.306 ouvrier-es des mines** qui ont pu toucher une indemnité de licenciement et **5.809 travailleur-euses** qui ont pu reprendre le travail, après que leur licenciement ait été reconnu comme illégal.

Dans d'autres secteurs aussi, les syndicats ont engrangé des victoires. Ainsi, au **Togo**, un syndicat pour les agriculteur-rices et les travailleur-euses agricoles a été créé. Depuis lors, ils et elles défendent ensemble leurs droits. Trop souvent, les agriculteur-rices togolais-es voient leurs terres disparaître après que le gouvernement ait conclu des accords avec des sociétés minières.

**Tant en Afrique centrale qu'en Afrique de l'Ouest**, le chômage des jeunes est important. Face à ce constat, les organisations sociales de notre réseau déploient des formations profession-





« J'ai appris qu'il n'était pas nécessaire d'attendre que quelqu'un vous embauche, mais que vous pouviez créer vous-même un lieu de travail. »

Nepo RUGENGAMANZI, Rwanda

nelles pour des milliers de jeunes peu qualifié-es. Les étudiant-es qui réussissent leur formation bénéficient d'un accompagnement dans leur recherche d'emploi. Au cours des cinq dernières années, **2.472 personnes** au total ont suivi une formation dispensée par l'une de ces organisations. Un petit prêt accordé par une institution d'épargne et de microcrédit a permis à **2.891 personnes** de démarrer une nouvelle entreprise.

Au Rwanda, Nepo RUGENGAMANZI (35 ans) témoigne : « N'ayant pas réussi à décrocher un emploi après le secondaire, j'ai décidé de suivre un cours de soudure au centre de formation du CEFOTRAR. J'y ai appris qu'il n'était pas nécessaire d'attendre que quelqu'un vous embauche, mais que vous pouviez créer vous-même un lieu de travail. Au terme de la formation, j'ai peaufiné mes techniques en tant que stagiaire. Et puis je me suis lancé dans l'aventure professionnelle. Cela a changé ma vie. Après avoir économisé pendant un certain temps, j'ai créé mon propre atelier de fabrication de portes et fenêtres. Aujourd'hui, j'emploie quatre jeunes du

CEFOTRAR, à qui je verse chaque mois un salaire décent. »

Ce sont au total **289.604 personnes** qui ont pu, ces cinq dernières années, améliorer leurs conditions de travail, grâce aux efforts déployés par les organisations avec lesquelles collabore WSM.

#### PROTECTION SOCIALE

Au **Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal et en Guinée**, les gouvernements ont confié aux mutuelles de santé la tâche de développer l'assurance maladie universelle pour la population. L'objectif : garantir la protection sociale des personnes occupant un emploi informel ou se trouvant dans une situation très vulnérable.

Au **Burkina Faso**, 5.000 personnes en situation d'extrême pauvreté se sont affiliées à une mutuelle de santé du RAMS, par le biais de qui elles peuvent également suivre une formation professionnelle. Leur contribution à leur mutuelle est entièrement prise en charge par le gouvernement. Au **Sénégal et au Mali**, lorsque les travail-

leur-euses informel-les s'affilient à une caisse de santé du GRAIM ou de l'UTM, ils-elles peuvent désormais compter sur le gouvernement pour le paiement de la moitié de leur cotisation. Et **en Guinée**, DYNAM assure des soins de santé de qualité à 82.000 membres actifs dans le secteur informel. Ils-elles paient leurs cotisations, mais le gouvernement investit dans des médecins et des professionnel-les de la santé correctement formés, à même de prodiguer des soins de qualité. **Au Bénin**, grâce à APROSOC et RAS, 23.787 travailleur-euses informel-les ont aujourd'hui une assurance maladie.

En **République démocratique du Congo et au Burundi**, les mutuelles de santé travaillent de concert avec différents ministères et acteurs publics. Ensemble, ces acteurs assurent la formation de médecins au Burundi et en République démocratique du Congo. **À l'heure actuelle, ce sont au total 807.481 personnes qui bénéficient d'une meilleure protection sociale grâce aux organisations avec lesquelles collabore WSM.**



## QUELQUES RÉALISATIONS DE 2021

- // Dans les instituts de formation technique, les étudiant-es en couture de chacun des 11 pays ont fabriqué au minimum 300.000 masques buccaux, qui ont été distribués dans le cadre de la lutte contre le coronavirus.
- // Togo : une étude sur la nécessité de prendre des mesures sociales en réponse à la pandémie dans les entreprises a été soumise au gouvernement togolais, elle s'est soldée par l'adoption de diverses mesures contraignantes.
- // Mali et Burkina Faso : des milliers de manifestant-es ont protesté, de façon « COVID Safe », contre le malaise politique et économique dans leurs pays respectifs.
- // L'ensemble du réseau de partenaires de WSM est parvenu à esquisser les grandes orientations des cinq prochaines années à l'occasion d'un évènement en ligne de grande envergure.



**Le changement est possible ! Même lorsqu'une crise sanitaire mondiale frappe le monde. Nous, WSM et les dix-huit mouvements sociaux partenaires au Bangladesh, au Cambodge, aux Philippines, en Inde, en Indonésie et au Népal, continuons à y croire. Nous présentons leurs résultats les plus importants, malgré des circonstances particulièrement difficiles.**

# ASIE

## TRAVAIL DÉCENT

Dans les six pays partenaires de WSM en Asie, les organisations du réseau ont pu changer la donne pour **plus de 1,1 million de travailleur-euses**.

Dans de nombreuses usines, la production s'est arrêtée complètement ou partiellement en 2020 et 2021. Non seulement la demande de l'Europe a diminué, mais l'approvisionnement en matières premières de pays comme la Chine a également ralenti. Le secteur du tourisme a été durement touché. Les conséquences ont été énormes : des milliers de travailleur-euses se sont retrouvés sans emploi du jour au lendemain, les employé-es de maison ne pouvaient plus travailler car leurs employeur-euses avaient peur d'être contaminé-es, beaucoup de travailleur-euses migrant-es étaient coincé-es au Moyen-Orient sans aucun revenu, etc.

Le travail syndical réalisé par les organisations de notre réseau au cours des deux dernières années était principalement axé sur la prévention et l'atténuation des souffrances humaines résultant de la crise corona. En **Indonésie**, le syndicat K-SBSI a réussi à faire appliquer des mesures sociales dans plusieurs usines, telles que des indemnités de licenciement, une assurance chômage de base et des ajustements temporaires du régime de travail. Des dizaines de milliers de travailleur-euses ont ainsi pu rester, au moins partiellement.

Depuis 2020, le terrain de jeu des syndicats indonésiens a été sévèrement restreint. Par le biais d'une nouvelle loi, l'Indonésie veut rendre le marché du travail plus flexible, avec une loi qui bénéficie surtout aux investisseurs étrangers. En matière de droits du travail, l'horloge revient plus de 20 ans en arrière. K-SBSI a contesté cette loi - pour l'instant avec succès - devant la Cour constitutionnelle. En 2021, la Cour a déclaré cette loi 'inconstitutionnelle'.



**Le travail syndical réalisé par les organisations de notre réseau au cours des deux dernières années a été fortement axé sur la prévention et l'atténuation des souffrances humaines résultant de la crise corona.**

Malheureusement, aujourd'hui, le gouvernement tente de modifier cette loi sans respecter la constitution.

Au **Bangladesh**, le syndicat NGWF a pu accueillir plus de 40.000 nouveaux membres. Le syndicat s'est fortement concentré sur l'assistance juridique et a adressé 4.866 plaintes aux propriétaires d'usines. Près d'un millier d'entre elles ont été résolues avec succès. Grâce à la médiation du NGWF, 100.000 travailleur-euses ont été réintégrées après avoir été injustement licencié-es et 35.000 d'entre eux-elles ont pu percevoir des indemnités de licenciement.

Au moment où le variant delta faisait rage, la situation en **Inde** était catastrophique. Les malades mouraient dans les rues parce que les hôpitaux étaient bondés. Les gens mouraient de faim parce qu'ils ne pouvaient plus travailler. Dans la ville de Chennai, le NDWM, un mouvement de travailleuses domestiques, a soutenu celles qui se sont retrouvées au chômage. 281 femmes ont reçu une aide alimentaire, grâce à un revenu alternatif. Les écoles de Chennai ayant été fermées dès le début de la crise, le NDWM a distribué des paquets de matériel scolaire et des smartphones pour que les enfants suivent des cours en ligne. Le NDWM et WSM ont pu compter sur des fonds supplémentaires mis à disposition par la Région de Bruxelles-Capitale.

Les mouvements sociaux du réseau WSM travaillent également au-delà des frontières pour combattre l'injustice dans le monde du travail. En page 10 de ce magazine, vous pouvez lire l'importance du rôle de GEFONT au **Népal**, dans la lutte pour l'abolition du système de la Kafala qatari.

**PROTECTION SOCIALE**

**666.297** personnes en Asie ont bénéficié d'une forme de protection sociale au cours des cinq dernières années grâce aux actions de nos partenaires. Une étape importante a été la mise en place d'un système officiel de sécurité sociale au **Népal** en 2017. Pas moins de 18 ans de plaidoyer politique ont précédé cette loi. Depuis lors, plus de **350.000** travailleur-euses affilié-es ont bénéficié d'une assistance en cas de maladie ou d'accident, de maternité ou de vieillesse. Tout ce plaidoyer a contribué au fait qu'en dix ans, les budgets de la protection sociale y ont presque décuplé.

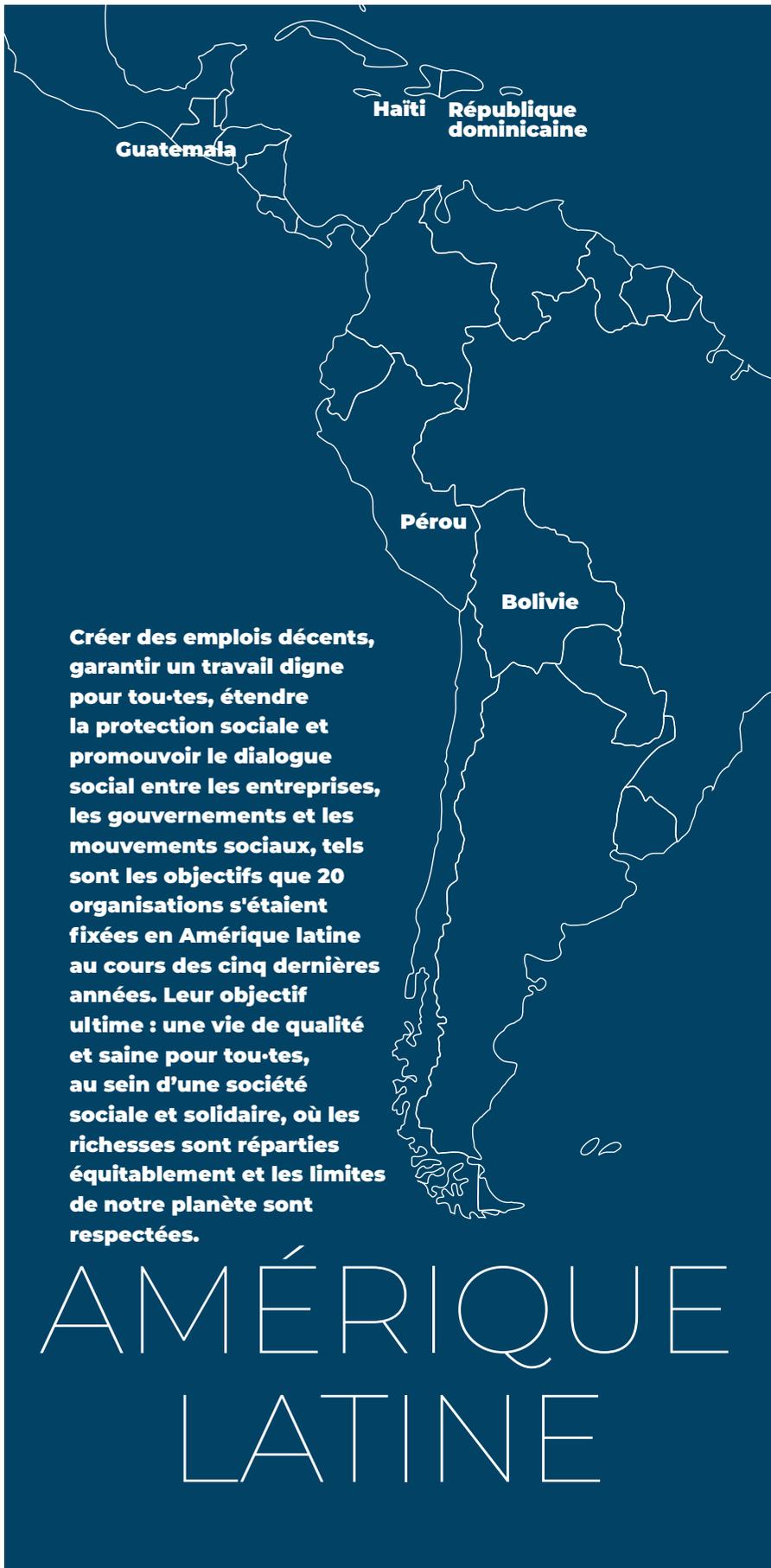
Au Bangladesh, **l'Accord sur la prévention des incendies et la sécurité dans le secteur textile** a été élargi en 2021. La santé a été incluse et d'autres pays peuvent désormais être couverts.

Le syndicat de l'habillement NGWF a participé activement à la négociation de cet Accord.

Toujours au Bangladesh, quelque **25.000** personnes par an souscrivent à l'assurance maladie de l'organisation de santé GK. Elle rend les soins de santé abordables. En prévision de la mise en place d'un régime d'assurance contre les accidents du travail organisé par le gouvernement - que les partenaires WSM du *Bangladesh Social Protection Advocacy Network* préconisent -, GK a adapté son propre régime d'assurance maladie afin de couvrir les travailleur-euses du secteur textile. Plus de 5.000 d'entre elles-eux en bénéficient désormais chaque année. Les employeur-euses, les employé-es, le syndicat NGWF et le supermarché Auchan y apportent tous une contribution financière.

**QUELQUES RÉALISATIONS DE 2021**

- // Népal : les syndicats NTUC et GEFONT négocient avec le gouvernement une prime équivalant à trois mois de revenus pour les travailleur-euses qui ont perdu leurs revenus à cause de la pandémie. A Katmandou, 400 travailleur-euses migrant-es lésé-es reçoivent une assistance juridique par l'intermédiaire du bureau de GEFONT chargé de la migration, après des traitements injustes de leurs employeurs au Moyen-Orient. Une délégation de l'INSPIR Népal a rencontré le rapporteur des Nations unies sur l'extrême pauvreté. Nombre de nos demandes font partie de son rapport au gouvernement népalais.
- // Bangladesh : l'organisation de santé GK fournit des soins de santé de base, des soins préventifs et curatifs et des soins aux personnes âgées à 133.000 personnes.
- // Indonésie : KSBSI réussit à persuader le gouvernement d'accorder des compléments salariaux à 1,7 million de travailleur-euses vulnérables supplémentaires pour compenser partiellement les salaires qu'ils ont perdus pendant la pandémie.
- // Philippines : le partenaire syndical KMU a réussi à obtenir l'extension du congé de maternité de 60 à 105 jours et l'introduction d'un congé de paternité de 15 jours.



**Créer des emplois décents, garantir un travail digne pour tou-tes, étendre la protection sociale et promouvoir le dialogue social entre les entreprises, les gouvernements et les mouvements sociaux, tels sont les objectifs que 20 organisations s'étaient fixées en Amérique latine au cours des cinq dernières années. Leur objectif ultime : une vie de qualité et saine pour tou-tes, au sein d'une société sociale et solidaire, où les richesses sont réparties équitablement et les limites de notre planète sont respectées.**

# AMÉRIQUE LATINE

## TRAVAIL DÉCENT

En cinq ans, des montagnes ont été déplacées. Et ce, dans un contexte extrêmement difficile : instabilité politique au Guatemala et en Bolivie, soins de santé publics et emplois sous pression en raison de la crise sanitaire. Malgré tout, **56.363 personnes** ont pu améliorer leurs conditions de travail et de salaire. Environ **17.000** jeunes ont suivi une formation professionnelle auprès d'une organisation avec laquelle WSM collabore. Près de **7.000** d'entre eux-elles ont réussi à trouver un emploi décent. Au total, les organisations du réseau WSM ont créé **des dizaines de coopératives différentes**, qui comptent aujourd'hui des centaines de membres : coopératives de journalistes ou de travailleur-euses domestiques, coopératives d'épargne et de crédit, coopératives de sérigraphie ou d'agriculture, et même, coopératives de production de désinfectants naturels, comme protection contre le coronavirus. Le travail syndical a permis de négocier des garanties salariales, des salaires plus élevés et des conditions de travail plus sûres dans divers secteurs et entreprises dans les zones de libre-échange, faisant ainsi la différence pour des milliers de travailleur-euses d'usine.

## PLEINS FEUX SUR LA COOPÉRATIVE DES JOURNALISTES

En 2019, le syndicat péruvien des journalistes, l'ANP, a créé une coopérative de journalistes. Celle-ci a permis une amélioration réelle des conditions de travail de ses membres. Au **Pérou**, le journalisme est majoritairement informel. Cela équivaut à dire : aucune sécurité d'emploi ni de garantie de revenus. Les pensions, les risques professionnels, les salaires minimums et les heures de travail ne sont pas fixés par la loi. Cette coopérative a réussi à changer la donne en la matière : des tarifs minimums et des salaires horaires réglementaires empêchent toute concurrence déloyale





“Pour moi, être membre de la coopérative des journalistes signifie plus de revenus et plus de sécurité.”

*Carlos Puentes, Pérou*

pour l'ensemble des membres; un fonds social pour la maladie et les urgences auquel chacun-e contribue offre aussi une certaine sécurité. Grâce aux normes de qualité fixées, votre carte de membre démontre votre professionnalisme, votre neutralité et votre indépendance. Aujourd'hui, l'ANP milite pour que toute personne qui adhère à la coopérative puisse également s'affilier directement au système de sécurité sociale péruvien.

Carlos Puentes (60 ans) est journaliste pour un hebdomadaire : «Je ressens un lien étroit avec mes collègues. Nous travaillons beaucoup ensemble et, grâce à la coopérative, les ressources générées sont distribuées équitablement. Pour moi, cela signifie davantage de revenus et une plus grande sécurité.»

#### PROTECTION SOCIALE

Ces cinq dernières années, **74.034 personnes** ont eu accès à une forme de protection sociale grâce à l'intervention des partenaires de WSM. Elles se sont affiliées à l'assurance maladie nationale ou à la caisse de pensions, ont bénéficié

d'un congé de maternité rémunéré ou encore perçu une indemnité après un accident de travail. Durant les périodes de confinement, AMUSSOL en **République dominicaine** est parvenu à étendre les mesures de protection sociale du gouvernement à des groupes précédemment exclus. Cela a permis à **90.000 travailleur-euses du secteur informel** de toucher une prime du gouvernement en compensation de leur perte de salaire imputable au Covid-19.

Une très grande attention a été accordée à la sensibilisation au droit fondamental que constitue la protection sociale. Une revendication politique a, en effet, toujours plus de poids lorsqu'elle est formulée par un grand nombre de personnes. Et ce travail acharné porte ses fruits. En compagnie de nombre de travailleur-euses domestiques, l'organisation **péruvienne** JOC a mené campagne durant des années. Et leur revendication a été entendue. En 2019, le gouvernement y a transposé dans sa législation nationale la Convention 189 de l'OIT sur le travail domestique.

Dorénavant, la loi péruvienne prévoit un salaire minimum, le droit à la pension, de l'équipement de protection ou encore une indemnité de maladie pour des centaines de milliers d'entre elles-eux. En **République dominicaine**, le gouvernement a approuvé une nouvelle loi sur l'égalité des chances et de traitement entre hommes et femmes, basée sur la Convention 156 de l'OIT : un résultat pour lequel le syndicat dominicain CASC œuvre depuis des années, avec ses milliers de membres. En **Bolivie**, le gouvernement est sur le point d'édicter une loi contre la violence sur le lieu de travail, basée sur la Convention 190 : un cheval de bataille du Réseau pour le droit à la protection sociale INSP!R. Quant au **Guatemala**, si les droits des travailleur-euses demeurent une question particulièrement épineuse, le réseau INSP!R guatémaltèque a réussi à motiver un groupe de parlementaires engagé-es à maintenir en tête des priorités la transposition de la Convention 190 dans la loi nationale.



## QUELQUES RÉALISATIONS DE 2021

- // Bolivie : le réseau pour le droit à la protection sociale INSP!R lance une campagne à grande échelle pour une loi criminalisant la violence sur le lieu de travail, conformément à la convention 190 de l'OIT.
- // Pérou : le syndicat CSP offre à 9.693 travailleur-euses un soutien syndical et juridique pour obtenir des salaires plus élevés et des lieux de travail sûrs.
- // Guatemala : 126 jeunes de la rue ont pris un nouveau chemin, sous la direction de l'organisation de jeunesse MOJOCA. Ils ont trouvé un logement, reçu un soutien psychologique, suivi une formation professionnelle et commencé un job décent.
- // République dominicaine : l'organisation de défense des femmes CONAMUCA et l'organisation de protection sociale AMUSSOL ont créé conjointement quatre coopératives pour le personnel domestique. Le MOSCTHA, organisation de défense des migrant-es haïtien-nes, se charge de la formation technique de celles et ceux né-es sur le territoire dominicain, mais qui se voient refuser l'accès à l'enseignement public.



24 avril 2021: Rue de la Loi, Bruxelles - Action Stop Business Impunity

## WSM ET L'INTÉGRITÉ

Parce que WSM travaille avec des ressources qui lui sont confiées par les gouvernements et le grand public, nous voulons être transparentes sur ce qu'il advient de ces ressources. Nous le faisons notamment par le biais de ce rapport annuel. En outre, nous nous engageons à défendre l'intégrité de chaque personne de notre réseau. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour prévenir et détecter les abus. Nous prenons les mesures nécessaires afin de pouvoir réagir correctement et, si nécessaire, imposer des sanctions. En 2018, avec les autres ONG de Belgique, nous avons signé la charte d'intégrité élaborée par le secteur. Le personnel de WSM s'est engagé à respecter un code d'éthique. Et également en 2021, nous avons pris des mesures pour affiner notre approche.

**Mais commençons par les bonnes nouvelles : en 2021, nous n'avons reçu aucune plainte liée à l'intégrité !**

### L'intégrité en 2021 :

- // Chaque organisation de notre réseau s'est engagée à veiller à l'intégrité. Dans les accords de coopération que nous avons conclus pour notre nouveau programme pluriannuel 2022-2026, nous avons défini encore plus clairement les obligations tant de WSM que des organisations avec lesquelles nous travaillons.
- // Dans le cadre de certains changements dans le personnel, des collègues de WSM ont repris des rôles de points de contact sur les continents. Ils-elles se sont formés, tout comme la responsable des plaintes et la conseillère en intégrité, pour mener à bien cette tâche le mieux possible.
- // Aujourd'hui, le rôle de points de contact est principalement assumé par des hommes. Pour éviter que pour cette raison, des personnes évitent de partager leurs plaintes, il a été demandé à des collaboratrices féminines de WSM de jouer le rôle de points de contact supplémentaires.

**Parce que le respect de l'intégrité est un droit fondamental.**